



Tous dans la rue le 23 septembre !



La « réforme » des retraites est inacceptable !

Travailler plus pour vivre moins...

Une « réforme » aux conséquences intolérables pour tous :

Repousser l'âge de départ à la retraite (de 60 à 62 ans) et l'âge de départ sans décote (de 65 à 67 ans), augmenter la durée de cotisation (jusqu'à 41,5 annuités, pour l'instant...), cela va inmanquablement se traduire par une baisse des pensions, et une amplification des inégalités. C'est d'ailleurs l'objectif principal de la « réforme ».

Les plus « chanceux » devront travailler plus longtemps (ce qui se traduira par une diminution de l'espérance de vie...) pour toucher une retraite réduite, les autres, qui n'auront pas pu cotiser suffisamment, se retrouveront avec des pensions de misère.

Cotiser plus pour gagner moins...

Et se sera pire pour les jeunes !

La « réforme », en interdisant de partir à 60 ans et en incitant à rester le plus longtemps possible pour compenser en partie la baisse de pensions, augmentera ainsi mécaniquement le chômage des jeunes. Cela les plongera encore plus dans la précarité : ils devront accepter ensuite n'importe quel emploi à bas salaire et à faible cotisation pour avoir une chance de s'insérer sur le marché du travail. Cette précarité, associée à l'allongement de la durée des études, retardera d'autant plus leur âge de départ à la retraite. Les jeunes d'aujourd'hui n'auront ainsi, pour la plupart, pas cotisé suffisamment pour avoir droit à une retraite à taux plein et devront finir leur vie avec des pensions ridiculement faibles. C'est pourquoi nous considérons que les années d'étude et de stage devraient être comptabilisées pour les retraites. En effet, les étudiants sont des travailleurs en formation. Ils doivent donc cotiser au cours de ces années d'apprentissage.

Toujours plus pour les plus riches... et moins pour tous les autres !

Et pourtant il n'y a aucune fatalité économique qui imposerait cette régression sans précédent. Le PIB ne cesse d'augmenter, de la richesse il y en a, et il y en aurait pour tous !

Quelques chiffres :

- 212 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2009
- 3 milliards par an de « niches fiscales » réservées aux 1% plus riches
- 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales (stock options, intéressement...)
- 36 milliards de dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009
- Entre 2004 et 2007, les 0,01% les mieux payés ont vu leur rémunération augmenter de 40%.

Mais le gouvernement choisit clairement le capital contre le travail. En refusant toute augmentation des cotisations patronales, et une baisse correspondante des dividendes versés aux actionnaires, il s'agit de faire en sorte qu'une petite minorité de possédants et de rentiers s'accapare toujours plus la richesse créée par les salariés.

Seule une mobilisation sociale d'ampleur pourra faire reculer le gouvernement. La journée unitaire de grèves et de manifestations du 23 septembre s'inscrit dans cette perspective : il faut ce jour là descendre dans la rue massivement, montrer que cette prétendue réforme est très largement rejetée !

Mais nous savons qu'une simple nouvelle journée ne suffira pas : il faut envisager et préparer la suite de la mobilisation...

Après la manifestation soyez présent à l'
AG interprofessionnelle
à 18 heures à la maison des syndicats
(1 rue Sédillot, près de la place de la Bourse)